



facing PEACE^{PBI}

Septembre 2022



« C'est important pour nous de savoir que nous ne sommes pas seul·e·s »

La défenseuse guatémaltèque de la terre et de l'environnement Imelda Teyul était de passage en Suisse en mai dernier lors d'un speaking tour. Cette coordinatrice du *Comité Campesino del Altiplano* (CCDA) de las Verapaces nous a retracé leur lutte pour conserver les terres ancestrales, les incarcérations et accusations fabriquées, ainsi que ce que leur apporte PBI sur le terrain et au niveau international.

D'origine maya Q'eqchi', Imelda Teyul est née et a grandi sur les terres qui appartenaient à sa famille. Travaillant d'abord comme animatrice pour les jeunes dans sa région, elle note rapidement leur tendance croissante à migrer vers la capitale ou d'autres villes et à rechercher un nouveau mode de vie, notamment sous la pression des menaces d'expropriations et autres intimidations subies dans leur région d'origine. En effet, une des violations majeures dans la région d'Alta Verapaz est l'expulsion violente de communautés paysannes autochtones, principalement en raison d'intérêts économiques des grands propriétaires terriens et des entreprises transnationales. De

nombreux projets industriels sont entrepris sur ces terres, sans concertation ni accord préalable avec les populations autochtones. Par exemple, début mai, la communauté de Las Pilas a été expulsée sous la menace d'armes, obligeant des familles entières à fuir et se réfugier dans les forêts avoisinantes. C'est en constatant l'exil des jeunes au détriment de la conservation de leurs terres, qu'Imelda Teyul décida de s'engager pleinement pour les droits des communautés autochtones et paysannes et a rejoint le *Comité Campesino del Altiplano*. Actuellement, avec Lesbia Artola, elles coordonnent la section régionale de las Verapaces, l'unique qui soit dirigée par des femmes.



Lesbia Artola et Imelda Teyul, les deux coordinatrices du CCDA.

FEMME ET AUTOCHTONE : UNE DOUBLE DISCRIMINATION

Imelda Teyul souligne que la société du Guatemala est encore organisée selon les principes de patriarcat et de machisme. L'émancipation des femmes y a fait peu de progrès et celles qui y aspirent sont stigmatisées et dénigrées. « La discrimination est double, pour être une femme et pour être autochtone » ; les deux coordinatrices du CCDA las Verapaces font constamment l'objet de menaces de mort, d'intimidations et de difamations à connotation misogyne et raciste. Résilientes, elles se considèrent comme des femmes fortes :

« parce que cette lutte nous a beaucoup coûté – on nous a stigmatisées, rabaissées, maltraitées et fait les pires choses imaginables. » Imelda Teyul raconte notamment que lorsqu'elle se rend au Ministère public, on lui demande si elle sait lire ou écrire. Son travail

Imelda Teyul

“ D'où je viens, on n'a pas besoin de preuves pour dénoncer les activistes

représente également une menace pour les propriétaires terriens : « on nous accuse d'usurpation, de trafic de drogue, de fournir des armes aux communautés... D'où je viens, on n'a pas besoin de preuves pour dénoncer les activistes. Pourtant, tout ce que nous faisons est uniquement dans le but de protéger les droits des paysan·ne·s. »

CONDAMNÉS À 35 ANS DE PRISON SANS PREUVES ÉTABLIES

Le Guatemala figure parmi les pays les plus dangereux au monde pour les défenseurs et défenseuses des droits humains et de l'environnement. En 2019, plus de 700 plaintes pénales ont été enregistrées contre des membres du CCDA, dont la majorité ont été déposées par des entreprises impliquées dans les plantations de monoculture, l'extraction minière et d'autres mégaprojets. Lors de son speaking tour, Imelda Teyul a attiré l'attention sur le cas de Jorge Coc Coc et Marcelino Xol Cucul, deux défenseurs des droits fonciers des communautés autochtones d'Alta Verapaz, incarcérés depuis cinq ans. Accusés de meurtre, ces membres du CCDA ont été condamnés à 35 ans de prison sans possibilité de libération conditionnelle, bien qu'ils aient présenté des éléments prouvant qu'ils n'étaient pas sur les lieux des événements et que les témoignages présentés par le Ministère public étaient contradictoires. Au bout de trois ans, les avocat·e·s des deux défenseurs ont enfin obtenu une audience publique de cassation le 12 juillet 2022, au cours de laquelle les vices de procédure ont pu être présentés. L'audience n'a cependant duré que 10 minutes avant d'être reportée au mois de septembre. Ainsi, une libération des militants accusés à tort semble malheureusement peu envisageable dans l'immédiat. Dans un contexte où la société civile guatémaltèque se voit de plus en plus restreinte, chercher du soutien à l'extérieur devient une nécessité : « comme organisation, nous nous devons de trouver une issue. »

PBI COMME GAGE DE SÉCURITÉ ET DE LÉGITIMITÉ

Le CCDA a connu une année noire en 2018 où cinq de ses membres ont été assassinés. Face aux nombreuses attaques et au nombre croissant de cas de criminalisation et de répression éprouvés, le collectif a demandé à PBI de les accompagner. « PBI a été notre force ! », déclare Imelda Teyul, expliquant que la particularité de PBI réside dans le fait que les personnes défenseuses puissent demander d'être accompagnées aussi bien lors d'une visite en milieu rural, en prison ou lors d'une réunion avec les autorités. « Grâce à PBI, nous pouvons maintenant rendre visite à nos camarades en prison sans devoir subir toute sorte d'abus. On peut aussi aller au Ministère public et on nous ouvre les portes parce que PBI nous précède ». Elle ajoute que les volontaires de PBI répondent aussi toujours présents en cas d'urgences, lorsqu'aucun autre acteur ne réagit, ou ne peut ou veut voyager jusqu'aux communautés éloignées accompagnées par le CCDA : « C'est important pour nous de savoir que nous ne sommes pas seul·e·s. »



Des membres de l'organisation CCDA manifestent à Cobán, Alta Verapaz, pour dénoncer les violations des droits humains dans la région, mai 2022.



Imelda Teyul a rencontré des représentant·e·s du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme à Genève en mai 2022.



En mars 2022, Carlos Morales a organisé avec *Cahucopana* une action humanitaire à laquelle ont participé environ 2'000 personnes pour attirer l'attention sur la crise des droits humains dans le nord-est d'Antioquia.

Comment les civil·e·s s'autoprotègent dans le nord-est de la Colombie

En mai dernier, le Colombien Carlos Morales était en visite dans notre pays. Ce militant de 35 ans s'est entretenu avec PBI Suisse sur la manière dont les communautés paysannes de sa région se protègent de la violence au cœur du conflit armé et résistent de manière pacifique. Pour y parvenir, une bonne dose de courage et de persévérance, accompagné de solidarité internationale, sont nécessaires.

Dans le sillage de son père, Carlos Morales milite pour les droits humains dans sa région natale du nord-est de l'Antioquia. Après que sa famille ait été violemment expulsée de ses terres à plusieurs reprises lorsqu'il était adolescent et suite à la disparition de sa sœur pendant trois ans, il a commencé à s'engager. Il est aujourd'hui président de l'organisation *Corporación Acción Humanitaria para la Convivencia y la Paz del Nordeste Antioqueño (Cahucopana)*, qui

œuvre pour la paix, les droits humains et la défense des terres des petits paysans. Dans le cadre de cette fonction, il fait l'objet de nombreuses menaces et attaques. Le 27 février 2022, des hommes armés ont tiré sur lui, sa compagne et son fils mineur alors qu'ils circulaient dans la ville de Barrancabermeja. Blessés, les deux adultes ont été transportés à l'hôpital. En dépit des risques, l'activiste ne renonce pas.

Action humanitaire contre l'embargo économique

Dans le nord-est d'Antioquia, les guérillas des FARC et de l'ELN sont toutes deux présentes. Entre 1998 et 2004, les villages ont été soumis à un embargo économique ; l'armée et les paramilitaires empêchaient l'entrée de médicaments ou de nourriture dans la région afin d'encercler les groupes de guérilleros. L'organisation *Cahucopana* a mené une première action humanitaire au cours de laquelle une délégation d'ONG nationales et internationales ainsi que des étudiant·e·s en médecine se sont rendu·e·s sur place afin d'attirer l'attention sur les nombreuses violations des droits humains et de fournir des soins à la population. Cette action a porté ses fruits : le gouvernement a levé l'embargo qui sévissait, tandis que des membres de l'armée et des paramilitaires ont été inculpés. La répression a cependant continué à s'intensifier. L'État a envoyé une opération militaire d'envergure dans la région qui s'est soldée par de nombreuses arrestations, expulsions et exécutions extrajudiciaires. La situation humanitaire ne s'étant pas améliorée à ce jour, *Cahucopana* organise régulièrement des opérations semblables – la dernière a eu lieu fin mars 2022 – afin d'exhorter les autorités et la communauté internationale à agir.

Espoir, solidarité et confiance

Carlos Morales, dont l'organisation est accompagnée par PBI, a souligné lors de son entretien l'importance de la présence internationale sur place : « Être volontaire PBI en Colombie, c'est insuffler espoir, protection, solidarité et confiance dans nos communautés ». L'accompagnement de PBI a contribué à renforcer les mécanismes d'autoprotection au niveau local, à réduire les risques d'agression et à rendre visible le travail et les préoccupations de *Cahucopana* au niveau national et international.

Faites un don avec
TWINT !



Scannez le code QR avec
l'app TWINT



Confirmez le montant et
le don



*Avec un don, vous protégez les défenseuses
et défenseurs des droits humains.*

Merci !

Peace Brigades International Suisse

S'engager pour la paix et les droits humains



Tullio Togni (à droite) en accompagnement à Buenaventura, 2022.



Une volontaire de PBI observe la grève générale à Bogotá, 2021.

Violences policières et quête de justice

INTERVIEW AVEC TULLIO TOGNI, VOLONTAIRE EN COLOMBIE

Depuis mai 2021, le Tessinois Tullio Togni est volontaire PBI à Bogotá. À son arrivée, il a vécu de près la grève générale et la répression brutale des forces de sécurité.

Dans un entretien avec PBI Suisse, il raconte l'évolution depuis et comment PBI soutient les victimes de la violence policière dans leur tentative d'obtenir justice.



Tullio Togni, volontaire de PBI en Colombie.

PBI: Comment se sont passées les premières semaines en tant que volontaire à Bogotá ?

Je suis arrivé en Colombie le 1er mai 2021, trois jours après le début de la grève générale (*Paro nacional*). Sur le trajet de l'aéroport à la maison PBI, il y avait des barrages partout. Durant les premières semaines de ma mission, l'atmosphère était très tendue et les rues étaient envahies par les personnes qui manifestaient. La police est intervenue violemment contre ces dernières. Pendant les manifestations, PBI a accompagné différentes organisations et a veillé à ce que les personnes détenues ne soient pas retenues plus longtemps que ne l'exige la loi. La présence internationale a été très importante.

La grève générale a entraîné des violations massives des droits humains. Que s'est-il passé depuis et quel rôle joue PBI ?

Pendant et après la grève générale, plusieurs organisations ont dénoncé des violations des droits humains. PBI les a soutenues et a facilité l'accès aux autorités nationales et internationales. Nous avons également réalisé un travail de sensibilisation pour dénoncer la grande injustice et impunité qui règnent en matière de procès et de condamnations : aucun·e policier·ère n'a été tenu·e responsable. Nous voulions attirer l'attention sur le fait qu'il est facile pour la police de passer sous silence ces incidents et d'accuser illégalement les manifestant·e·s.

Actuellement, PBI soutient les organisations dans les procédures juridiques. De nombreuses personnes sont accusées de vandalisme et de haute trahison et encourrent des peines de prison de plusieurs années. PBI assiste aux audiences publiques parce qu'une présence internationale peut être déterminante pour le jugement. Nous sommes également en contact avec les familles des personnes blessées ou décédées pendant les manifestations. Il s'agit principalement d'une prise en charge psychosociale et d'une présence lors des commémorations, afin de montrer aux familles concernées notre solidarité.

Quel bilan tires-tu après 12 mois d'engagement avec PBI ?

La vie avec PBI est tumultueuse, rapide et aucun jour ne se ressemble. C'est extrêmement enrichissant d'accompagner des organisations aussi bien en milieu urbain que rural. Il serait difficile d'accéder aux communautés paysannes dans des zones de conflit reculées autrement qu'avec PBI. Bien que le quotidien soit marqué par de nombreux événements tristes et frustrants, je vois aussi dans mon travail avec PBI combien d'organisations et de personnes s'engagent pour la justice dans le pays et que leurs activités portent leurs fruits.

Faire un don :
IBAN: CH21 0900 0000 1751 9476 6
Merci pour votre soutien !



**Votre don en
bonnes mains.**

Peace Brigades International
Gutenbergstrasse 35, 3011 Berne, 031 372 44 44
Rue du Valais 9, 1202 Genève, 058 058 80 90
info@peacebrigades.ch

